



MOTION DES AGENTS DE LOUDEAC

Loudéac, le 3 avril 2008

Messieurs,

Les agents de Loudéac tiennent à l'occasion de votre venue sur leur lieu de travail à clairement vous exprimer leur refus de la fusion DGI/DGCP, leurs attentes, mais et surtout leur profond ras-le-bol !

Ras-le-bol, car si vous venez aujourd'hui c'est pour nous annoncer une énième réforme : la mise en place du SIP, vraisemblablement au 1^{er} juillet prochain.

Après la mise en place du SIE, la suppression de l'ICE, la mise en pôle de l'enregistrement, la mise en place de l'Hôtel des Finances avec pour corollaire les compétences croisées, le rapprochement CDI/CDIF sans oublier le déploiement de FIDJI, Télé-actes et autre Hélios, c'est depuis des années maintenant que, sans relâche, les agents de Loudéac subissent le réformisme forcené de l'administration. C'est au quotidien que la pression statistique, la polycompétence et que la désagréable impression de mal faire son travail pèsent lourdement sur l'ensemble des agents.

Dernièrement, le Gouvernement a décidé de fusionner la Direction Générale des Impôts et la Direction Générale de la Comptabilité Publique pour créer la Direction Générale des Finances Publiques.

Loin d'une simple réorganisation technique, cette fusion, imposée par le gouvernement aura des implications très fortes sur le service public fiscal et les conditions de travail des agents du Ministère des Finances.

Au delà du discours du Ministre et de l'administration locale, cette restructuration n'est motivée que par la volonté de réduire le nombre de fonctionnaires. Mais alors que des milliers de suppressions d'emplois sont déjà programmées, le gouvernement s'obstine à prétendre, contre toute évidence, que le service public serait non seulement maintenu mais renforcé.

Cependant, la réalité est tout autre : ce sont pas moins de 10.878 suppressions d'emplois qui ont été opérées sur la période 2003-2008, et on nous promet de plus de ne pas remplacer au moins un départ à la retraite sur deux. Cette diminution drastique des emplois et des moyens de la Fonction Publique se fera assurément au détriment de la qualité des services publics, mais tout aussi assurément, au détriment des conditions de travail des agents et de leur santé.

Avec les restructurations déjà en cours, ces suppressions d'emplois mettent clairement à mal l'exercice de nos missions :

- Les Services des Impôts des Entreprises (SIE), censés répondre à tous les aspects de la fiscalité professionnelle croulent sous les différentes tâches et n'ont plus les moyens de répondre aux demandes des contribuables devant une fiscalité qui ne cesse de se complexifier.

- Les formalités d'enregistrement (actes de donation, constitution de société, par exemple) ont été regroupées sur 3 sites au lieu de 6, sans tenir compte de la proximité et de l'intérêt des usagers, mais sous le seul prétexte d'économies.

- Le regroupement des services du cadastre avec les centres des Impôts dégradera le service public fiscal, au détriment des contribuables et des collectivités locales, qui se retournent de plus en plus vers les entreprises privées pour compenser la baisse du niveau d'intervention de l'Etat orchestrée en toute discrétion par les gouvernements successifs ;

- Malgré les discours rassurants de M. Woerth, la pérennité des trésoreries rurales est loin d'être assurée, le trésorier Payeur Général des Côtes-d'Armor l'admet d'ailleurs sans fard, et nous avons d'ores et déjà connaissance du projet de suppression de la trésorerie de Mur-de-Bretagne.

La mise en place de la nouvelle Direction Générale des Finances Publiques a pour but d'amplifier toutes ces réformes négatives pour favoriser les « économies d'échelle ». Il s'agit de généraliser la création de pôles de compétence départementaux, voire nationaux en chiffrant les suppressions d'emplois et les gains de fonctionnement attendus, à l'instar de la réforme de la carte judiciaire et des hôpitaux.

En charge de missions essentielles à la collectivité, ayant la volonté de défendre un service public de qualité, les agents de Loudéac exigent l'arrêt du massacre et réclament l'ouverture de véritables négociations sur ces sujets de fonds.

[illegible]